

Les Français.es et la vaccination en 2025 : obligations vaccinales, ARN messenger et « anti-vaccins »

Cette note, rédigée par Patrick Peretti-Watel, Sarah Haddouche, Hugo Touzet, Pierre Verger et Jeremy Ward, présente les résultats préliminaires de la cinquième et dernière enquête issue du projet ICOVAC-France (financement : ICOVAC ANRS- Maladie Infectieuses Emergentes, dir. P. Peretti-Watel et J. Ward). L'enquête a été conduite par l'Observatoire Régional de la Santé Provence-Alpes- Côte d'Azur. Le questionnaire a été conçu par les auteurs. La collecte des données, leur analyse et la production de cette note ont bénéficié du soutien de Cyril Bérenger (Gestionnaire de bases de données, ORS PACA), Gwenaëlle Maradan (Responsable de la plateforme d'enquête, ORS PACA) et Bilel Mebarki (Infographiste, ORS PACA).

Les données de l'enquête ICOVAC Vague 5 ont été recueillies en ligne, du 1er au 24 septembre 2025, auprès d'un échantillon de 4000 personnes, représentatif de la population adulte résidant en France hexagonale selon l'âge, le sexe, la catégorie socioprofessionnelle, la taille de l'agglomération et la région de résidence (méthode des quotas).

Pour citer cette note : Peretti-Watel P., Haddouche S., Touzet H., Verger P., Ward J.K., Enquête ICOVAC Vague 5. Les Français.es et la vaccination en 2025 : obligations vaccinales, ARN messenger et « anti-vaccins ». CNRS-INSERM-ORS-PACA, 10 pages, novembre 2025.

Principaux résultats

- Trois Français.es sur quatre (74 %) estiment qu'il est généralement acceptable de rendre obligatoire une vaccination pour les professionnels de santé, et 74 % pour les personnes les plus vulnérables face à la maladie. En revanche, seuls 52 % sont de cet avis s'agissant d'une obligation vaccinale pour l'ensemble de la population.
- Dans le cas particulier de la grippe, les opinions sont nettement moins favorables, avec des niveaux d'accord vingt points de pourcentage plus bas, et la même hiérarchie selon la population visée (58 %, 58 %, 30 %).
- S'agissant du pass sanitaire instauré à l'été 2021, seul un tiers des Français.es déclare qu'il aurait mieux valu rendre la vaccination contre la Covid-19 obligatoire.
- Concernant les enfants, la moitié des Français.es considère que l'extension des obligations vaccinales infantiles en 2018 a été une bonne chose, un tiers soutient l'avis contraire. De même, la moitié des enquêtés estime que le vaccin contre le HPV (recommandé pour les 11-14 ans) devrait être rendu obligatoire. Enfin, un scénario envisageait la vaccination des enfants pour protéger les personnes âgées. Dans

ce cas de figure, moins d'un.e Français.e sur deux est favorable à une obligation vaccinale ciblant les enfants sans que le vaccin ne présente de bénéfice sanitaire direct pour eux.

- Une petite moitié des Français.es croit à l'avenir de l'ARN messenger, et un tiers ne se prononce pas : 46 % estiment que, « en cas de nouvelle épidémie, les vaccins à ARN messenger seront très utiles », 21 % ne sont pas d'accord et 33 % préfèrent ne pas répondre.
- Près d'un Français.es sur deux (48 %) décrit comme « anti-vaccin » au moins une personne parmi ses connaissances.
- Parmi les adultes interrogés, 7 % se revendiquent comme « anti-vaccins », 29 % comme « pro-vaccins », 57 % ne se retrouvent dans aucun de ces deux termes, et 7 % ne se prononcent pas.
- La plupart des Français.es vivant dans l'hexagone ont déjà entendu parler du chikungunya, mais un peu moins d'un sur six se souvient avoir entendu parler de l'alerte sur la sécurité du vaccin utilisé contre cette maladie.

Sommaire

Principaux résultats	1
Les Français.es et la vaccination en 2025	3
Que pensent les Français.es des obligations vaccinales ?	3
Quels espoirs suscite l'ARN messenger ?	5
Qui connaît des « anti-vaccins » ?	6
Veille vaccinale	8
La notoriété du chikungunya et de l'alerte sur la sécurité du vaccin8	
Suivi des opinions sur les vaccins	9
Le projet ICOVAC	10

Les Français.es et la vaccination en 2025

En France, en 2021 et 2022, plus de 100 millions de doses de vaccin contre la Covid-19 ont été administrées. Cette campagne de vaccination inédite a joué un rôle décisif pour contrôler la pandémie, mais a aussi occasionné d'intenses débats, des inquiétudes et des tensions, dans l'opinion comme parmi les experts. Ces débats ont notamment porté sur l'opportunité d'instaurer ou non une obligation pour cette vaccination, mesure finalement retenue pour les seuls professionnels de santé, tandis que la population générale se voyait imposer un « pass sanitaire », sorte d'obligation édulcorée. Ces mesures ont été prises dans un contexte marqué par les fortes réticences suscitées par les nouveaux vaccins. En outre, pendant cette période, les enjeux vaccinaux ont investi notre quotidien, nos réflexions, nos discussions, tandis que les médias et les discours politiques pointaient du doigt les « anti-vaccins », auxquels étaient souvent amalgamées les personnes refusant le vaccin.

Près de cinq ans plus tard, cette crise est derrière nous, mais ces enjeux vaccinaux restent d'actualité, à la fois pour la lutte contre le Covid-19 qui continue de circuler largement, pour d'autres risques infectieux déjà identifiés, et pour les émergences virales à venir. La vague 5 de l'enquête ICOVAC permet de faire un point à l'été 2025 sur trois de ces enjeux. Que pensent les Français.es des obligations vaccinales, selon la maladie qu'il s'agit de prévenir mais aussi selon la population ciblée par cette obligation ? Ensuite, quels espoirs placent-ils dans l'ARN messager, en particulier pour faire face aux épidémies de demain ? Enfin, quelles proportions de Français.e.s se considèrent comme « provaccins » ou « anti-vaccins », et étiquettent comme « anti-vaccins » des personnes de leur entourage ?

Que pensent les Français.es des obligations vaccinales ?

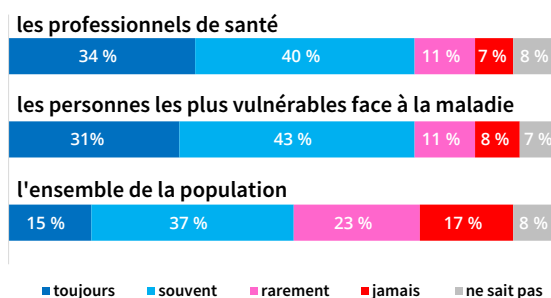
Pour sonder les opinions des Français.es à l'égard des obligations vaccinales, plusieurs approches ont été déclinées ici, en distinguant le principe général de l'obligation et les cas particuliers d'application, et selon la population ciblée par l'obligation.

Les obligations vaccinales en général

Les personnes interrogées ont d'abord été sondées sur le caractère plus ou moins acceptable de l'obligation vaccinale, en général, en distinguant trois populations cibles (cf. Figure 1). **Trois Français.es sur quatre (74 %) estiment qu'il est généralement acceptable de rendre obligatoire une vaccination pour les professionnels de santé, et 74 % pour les personnes les plus vulnérables face à la maladie. En revanche, les opinions sont beaucoup plus partagées s'agissant d'une obligation vaccinale pour l'ensemble de la population : 52 % estiment qu'une telle obligation est « toujours » ou « souvent » acceptable, contre 40 % qui répondent « rarement » ou « jamais ».** Ajoutons que les réponses « toujours » et « jamais » sont minoritaires, et les non-réponses inférieures à 10 %.

Quelle que soit la population cible, les hommes sont plus fréquemment favorables que les femmes à l'obligation vaccinale : 78 % contre 71 % pour les professionnels de santé, 77 % contre 72 % pour les personnes vulnérables, 55 % contre 48 % pour l'ensemble de la population. L'écart se fait surtout sur les réponses « tout à fait favorable », qui réunissent plus de suffrages masculins, tandis que les femmes optent plus souvent pour la non réponse. S'agissant des variations observées selon l'âge des enquêtés, quelle que soit la population ciblée, les opinions favorables à la vaccination obligatoire augmentent après 50 ans, et sont donc les plus élevées parmi les 65 ans et plus (84 % pour les professionnels de santé, 82 % pour les personnes vulnérables, 60 % pour l'ensemble de la population).

Figure 1. Acceptabilité de l'obligation vaccinale en général pour diverses populations (ICOVAC5, N=4015)

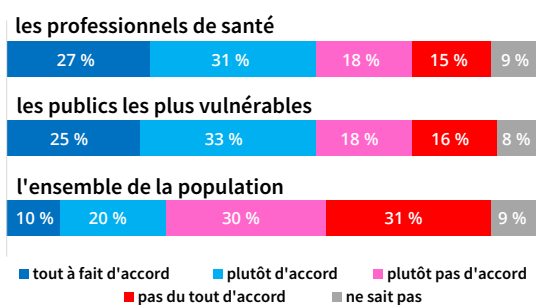


Le cas de la grippe

S'agissant cette fois de l'obligation vaccinale dans le cas particulier de la grippe, les opinions sont nettement moins favorables, avec des niveaux d'accord vingt points de pourcentage plus bas, la même hiérarchie selon la population visée, et à peine plus de non-réponses (cf. Figure 2). Une courte majorité de Français.es se déclare ainsi favorable à cette obligation pour les professionnels de santé et les publics les plus vulnérables (58 % dans les deux cas), mais moins d'un tiers s'agissant de l'ensemble de la population, avec 30 % d'enquêtés « plutôt pas d'accord », et 31 % « pas du tout d'accord ».

Ici encore, quelle que soit la population cible, les hommes sont plus fréquemment favorables que les femmes à l'obligation vaccinale dans le cas de la grippe : 62 % contre 54 % pour les professionnels de santé, 61 % contre 55 % pour les personnes vulnérables, 55 % contre 48 % pour l'ensemble de la population. En outre, les opinions favorables augmentent également après 50 ans : parmi les 65 ans et plus, 68 % sont favorables à cette obligation pour les professionnels de santé, 62 % pour les personnes vulnérables, 38 % pour l'ensemble de la population.

Figure 2. Acceptabilité de l'obligation vaccinale pour la grippe, pour diverses populations (ICOVAC5, N=4015)



« Pass sanitaire » ou obligation ?

Le questionnaire revenait également sur le pass sanitaire mis en place à l'été 2021, qui était apparu comme une alternative à l'obligation : la moitié de l'échantillon estime que c'était une bonne chose (52 %, tandis que 42 % sont d'un avis contraire et que 6 % ne se prononcent pas), et **seul un tiers des Français.es déclare qu'il aurait mieux valu rendre la vaccination contre la Covid-19 obligatoire** (36 %, et 54 % parmi ceux qui jugent que le pass a été une bonne chose).

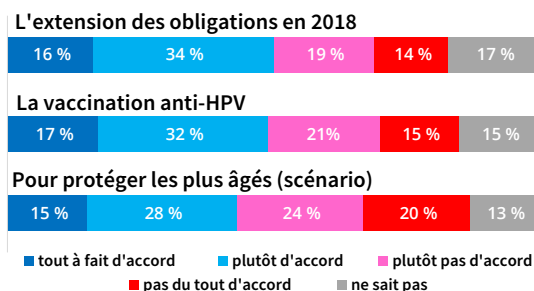
Les hommes jugent plus souvent que ce pass a été une bonne chose (56 %, contre 47 % des femmes), mais aussi qu'il aurait mieux valu rendre la vaccination contre la Covid-19 obligatoire (42 % contre 30 %), et ces deux opinions sont aussi plus fréquentes parmi les personnes âgées de 65 ans et plus (respectivement 61 % et 43 %).

Le cas des vaccinations infantiles

Bien sûr, les enfants sont les premières cibles des obligations vaccinales. En 2018, le nombre des vaccins obligatoires pour les enfants a été étendu de 3 à 11. **Seule la moitié des Français.es considère que cette extension des obligations vaccinales a été une bonne chose, et un tiers soutient l'avis contraire** (49 % contre 33 %, avec 18 % qui ne se prononcent pas) (cf. Figure 3).

Les hommes ont plus souvent un avis favorable sur cette extension des vaccins infantiles obligatoires (56 % sont favorables, 28 % sont défavorables, contre respectivement 43 % et 38 % des femmes). Cet avis favorable est aussi plus fréquent pour les 18-34 ans (55 %, contre 48 % pour les 35 ans et plus).

Figure 3. Acceptabilité de diverses obligations vaccinales pour les enfants



De même, la moitié des enquêté·es estime que le vaccin contre le HPV (recommandé pour les filles et les garçons de 11 à 14 ans) devrait être rendu obligatoire : 49 % sont de cet avis, 36 % défendent l'avis contraire, 15 % ne se prononcent pas. Dans les deux cas, si l'on se restreint aux enquêté·es ayant des enfants à charge, la structure des réponses change peu (50 % d'avis favorables), avec juste moins de non-réponses. En outre, parmi les enquêté·es qui n'ont pas d'enfant à charge, les avis favorables dépendent peu du genre (50 % pour les hommes, 48 % pour les femmes), tandis que l'écart se creuse en présence d'enfants à charge (53 % contre 45 %).

Enfin, un scénario était proposé aux personnes interrogées. Dans celui-ci, un vaccin était disponible contre une maladie très contagieuse, très dangereuse pour les personnes âgées mais pas pour les enfants, sachant que le vaccin était efficace et sans risque d'effets secondaires pour les enfants, mais peu efficace pour les personnes âgées. Dans une telle situation, 62 % des enquêté·es étaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle « il faudrait vacciner les enfants pour protéger les personnes âgées », 26 % y étaient défavorables et 12 % ne se prononçaient pas. En revanche, seuls 42 % soutenaient l'affirmation « il faudrait rendre obligatoire la vaccination des enfants pour protéger les personnes âgées » (et 44 % la rejetaient). Moins d'un Français.es sur deux est donc favorable à une obligation vaccinale ciblant les enfants sans que le vaccin ne présente de bénéfice sanitaire direct pour eux¹.

Dans ce scénario, les hommes sont plus souvent favorables à une obligation vaccinale pour les enfants (50 %, contre 35 % des femmes), de même que les personnes qui n'ont pas d'enfant à charge (43 %, contre 39 % pour ceux qui en ont, écart à peine significatif). Pour les hommes, cette proportion ne varie pas selon qu'ils ont ou non des enfants à charge, alors que les femmes qui ont des enfants à charge sont plus souvent hostiles que celles qui n'en ont pas (58 % contre 46 %). En outre l'accord avec cette obligation est maximal parmi les personnes âgées de 18 à 25 ans (55 %), minimal parmi les 35-49 ans (37 %), et intermédiaire parmi les 65 ans et plus (40 %).

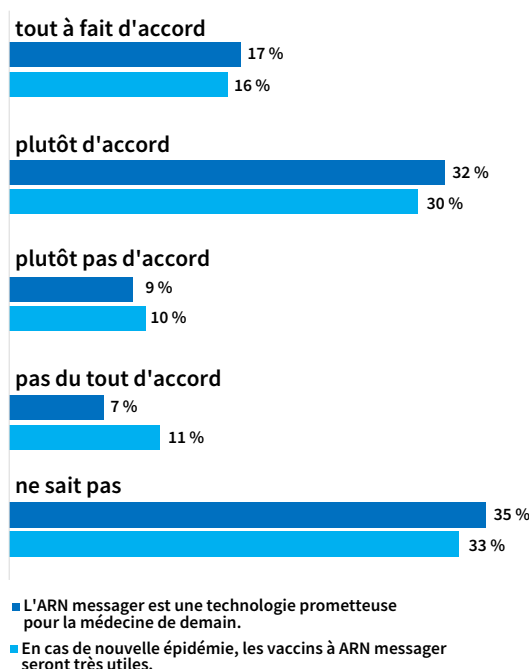
1 Sur ce point, il peut aussi être utile d'évoquer les réponses à une autre question posée dans ce questionnaire. Nous avons demandé aux répondant·es : « Êtes-vous favorable à ce que l'on vaccine les enfants de moins de 11 ans contre la grippe ? » et constaté que 31 % y sont favorables tandis que 15 % n'avaient pas d'avis, laissant donc une petite majorité de défavorables (54 %).

Quels espoirs suscite l'ARN messager ?

Si les vaccins à ARN messager ont suscité beaucoup de craintes, en particulier avant la campagne de vaccination contre la Covid-19, au final ces vaccins représentent plus de 90 % des doses administrées en France pendant cette campagne.

À l'été 2025, 49 % des Français.es jugent que « l'ARN messager est une technologie prometteuse pour la médecine de demain », 16 % rejettent cette assertion et 35 % ne se prononcent pas (cf. Figure 4). De même, 46 % estiment que, « en cas de nouvelle épidémie, les vaccins à ARN messager seront très utiles », 21 % ne sont pas d'accord et 33 % préfèrent ne pas répondre. Ces résultats sont quasiment identiques à ceux observés deux ans auparavant². Autrement dit, une petite moitié des Français.es croit à l'avenir de l'ARN messager, et un tiers ne se prononce pas. Cette technologie suscite donc presque autant d'incertitudes que d'espoirs.

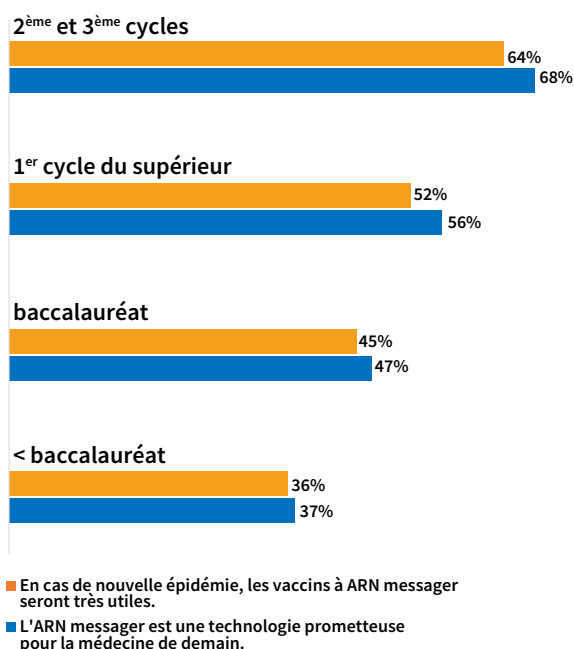
Figure 4. Opinions sur l'ARN messager (ICOVAC5, N=4015)



2 Peretti-Watel P, Verger P, Ward JK. To understand mRNA vaccine hesitancy, stop calling the public anti-science. Nat Med. 2024 Apr;30(4):923-924. doi: 10.1038/s41591-024-02816-y. PMID: 38413729.

Ces opinions varient peu selon l'âge. En revanche, l'adhésion à ces assertions est nettement plus marquée chez les hommes (56 % d'entre eux jugent que l'ARN messenger est une technologie prometteuse, et 53 % qu'elle sera utile en cas de nouvelle épidémie, contre respectivement 43 % et 39 % des femmes), et elle augmente aussi beaucoup avec les niveaux de diplôme (cf. Figure 5) et de revenus du ménage. Par exemple, 68 % des diplômés d'un second cycle universitaire ou au-delà estiment que cette technologie est prometteuse pour la médecine de demain, contre 37 % de ceux qui n'ont pas le baccalauréat.

Figure 5. Opinions sur l'ARN messenger selon le niveau de diplôme (ICOVAC5, N=4015)



Qui connaît des « anti-vaccins » ?

En matière d'opinions exprimées à l'égard des vaccinations en général, on parle souvent d'« anti-vaccins », expression employée avec une connotation péjorative³. Il s'agissait ici de sonder les enquêté-es sur la présence de personnes perçues comme telle au sein de leurs différents cercles de sociabilité : 22 % répondent qu'au moins un de leurs amis pourrait être décrit comme « anti-vaccin » et 21 % décriraient comme tel au moins un de leurs parents proches, ces proportions étant divisées par deux pour les collègues et la famille éloignée (Figure 6). **Au final, près d'un Français.es sur deux (48 %) décrit comme « anti-vaccin » au moins une personne parmi ses connaissances**, et il s'agit la plupart du temps d'un proche ou d'une personne fréquentée régulièrement (famille proche, amis, collègues).

Décrire au moins une personne de son entourage comme « anti-vaccin » ne dépend pas du genre des enquêté-es, et varie peu selon les revenus de leur ménage. La relation avec l'âge est discontinue : 53 % des 18-34 ans décrivent au moins un « anti-vaccin », contre 45 % entre 35 et 64 ans, et 49 % au-delà. En revanche, cette proportion croît avec le diplôme, de 45 % parmi les personnes qui n'ont pas le baccalauréat à 57 % parmi les diplômés d'un second cycle de l'enseignement supérieur ou plus. Ces résultats traduisent sans doute un « effet taille » : les plus jeunes et les plus diplômé-e-s ont généralement un réseau de sociabilité plus étendu, un entourage plus large, et donc a priori plus de chances de connaître un « anti-vaccin ».

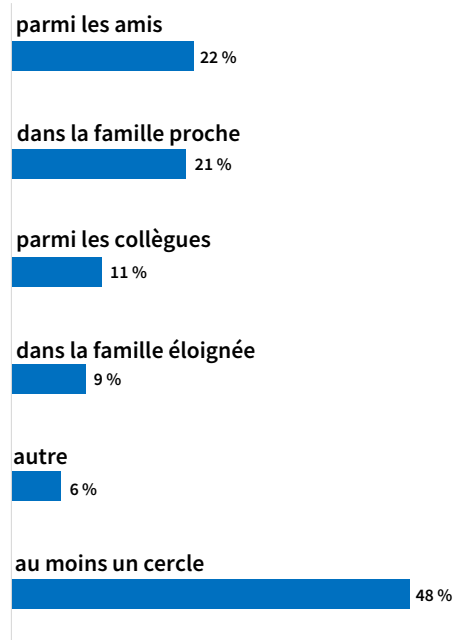
Enfin, il était aussi demandé aux enquêté-es s'ils se considéraient eux-mêmes comme « anti-vaccin », ou au contraire « pro-vaccin » : **7 % se revendiquent comme « anti-vaccin », 29 % comme « pro-vaccin », 57 % ne se retrouvent dans aucun de ces deux termes, et 7 % ne se prononcent pas**. Parmi celles et ceux qui se considèrent eux-mêmes comme « anti-vaccin », 81 % décrivent au moins une personne similaire parmi leur connaissance, contre 56 % parmi les « pro-vaccins », et 44 % parmi celles qui ne se reconnaissent dans aucun de ces deux termes. Dans la mesure où nous fréquentons plus souvent des gens qui partagent nos opinions, il n'est pas surprenant

3 Sur ce point, cf. Ward JK, Guille-Escuret P, Alapetite C, Les « anti-vaccins », figure de l'anti-Science, *Déviance et Société*, 2019, n°2, vol. 43, n°2, pp. 221-251 ; Peretti-Watel P, Fressard L, Giry B, Verger P, Ward JK. Social Stigma and COVID-19 Vaccine Refusal in France, *J Health Polit Policy Law*, 2024, 49(4):567-598. doi: 10.1215/03616878-11186095.

que les personnes qui se désignent elles-mêmes comme « anti-vaccins » connaissent plus souvent des proches qui partagent leurs opinions. Mais le fait que celles qui se considèrent au contraire eux-mêmes comme « pro-vaccins » disent plus souvent connaître des « anti-vaccins » que celles qui ne se reconnaissent dans aucun de ces deux termes souligne aussi le caractère subjectif de cette assignation : il est plus facile de détecter des « anti-vaccins » parmi ses connaissances si l'on se considère soi-même comme « pro-vaccin », les deux catégories pouvant se désigner en miroir l'une de l'autre. Il est aussi probable que le terme veuille dire quelque chose de différent selon ces groupes, les « pro-vaccins » pouvant utiliser ce terme de manière plus libérale pour désigner toute forme d'hésitation vaccinale.

Enfin, les personnes qui se revendiquent elles-mêmes comme « anti-vaccins » ne sont pas forcément hostiles à tous les vaccins : ainsi, parmi elles, six sur dix sont pourtant favorables à la vaccination contre la rougeole. Ce résultat n'est pas forcément contradictoire, dans la mesure où cette expression a surtout été utilisée ces dernières années pour désigner les personnes hostiles à la vaccination contre la Covid-19, et où une personne peut se considérer « anti-vaccin » parce qu'elle a été désignée comme tel par son entourage.

Figure 6. Présence de personnes désignées « anti-vaccins » dans les cercles de sociabilité (ICOVAC5, N=4015)



Veille vaccinale

Dans cette section, outre le suivi des attitudes à l'égard de la vaccination en général et de divers vaccins, nous nous intéressons à la notoriété du chikungunya et de l'alerte sur la sécurité du vaccin contre cette vaccination, survenue en avril 2025 à la Réunion.

La notoriété du chikungunya et de l'alerte sur la sécurité du vaccin

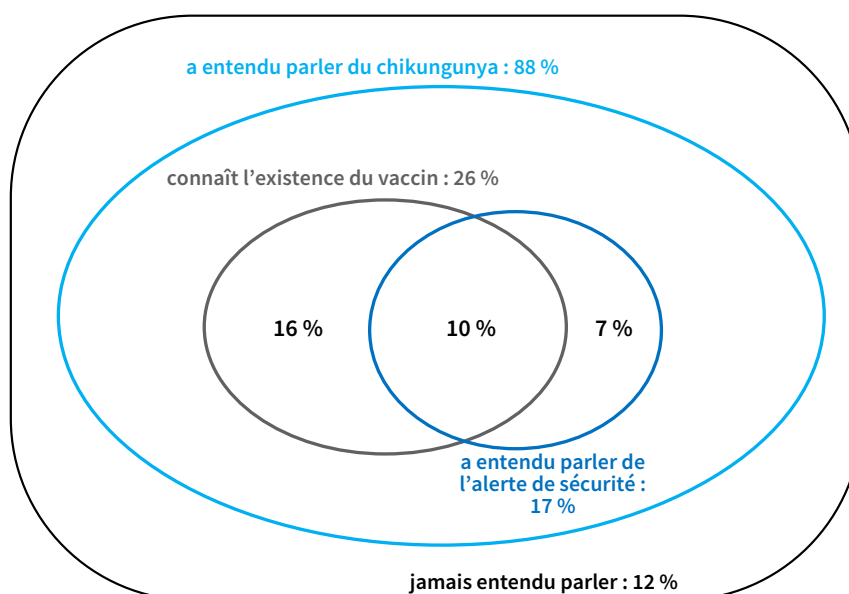
Le chikungunya est une maladie virale transmise à l'être humain par une piqûre d'un moustique lui-même infecté. Depuis début 2025, l'île de La Réunion connaît une épidémie de chikungunya de grande ampleur, et une campagne de vaccination a été lancée en avril. Toutefois, dès le début de la campagne, une personne âgée est décédée après avoir présenté des symptômes similaires à ceux d'une forme grave de chikungunya quelques jours après la vaccination. Suite à ce décès, les autorités ont retiré de la « cible vaccinale » les personnes âgées de 65 ans et plus.

Notre échantillon ne comprenait que des répondants habitant dans l'hexagone. Les interroger sur le chikungunya et la vaccination contre cette maladie visait à évaluer à quel point les informations sur ces événements a circulé dans l'hexagone. Dans notre

échantillon, 88 % des enquêté-es ont déjà entendu parler du chikungunya. Parmi ces personnes, 30 % ont déclaré connaître l'existence d'un vaccin contre cette infection (soit 26 % de l'ensemble de l'échantillon), et 20 % ont entendu parler d'une alerte sur la sécurité de ce vaccin chez les personnes de plus de 65 ans (soit 17 % de l'ensemble des enquêté-es) (cf. Figure 7). **La plupart des Français.es vivant dans l'hexagone a donc déjà entendu parler du chikungunya, mais un peu moins d'un sur six se souvient avoir entendu parler de l'alerte sur la sécurité du vaccin utilisé contre cette maladie.**

Les notoriétés du chikungunya et de l'alerte de sécurité sur le vaccin ne varient pas selon le genre des personnes interrogées. En revanche, elles augmentent avec les niveaux de diplôme et de revenus. La notoriété du chikungunya est sensiblement plus faible parmi les plus jeunes : à partir de 35 ans, elle dépasse 90 %, tandis que près de la moitié des 18-24 ans et du quart des 25-34 ans déclare n'avoir jamais entendu parler du chikungunya. En revanche, parmi celles et ceux qui ont déjà entendu parler de cette maladie, les plus jeunes ont un peu plus souvent entendu parler de l'alerte de sécurité (c'est le cas de 24 % des 18-25 ans, contre 19 % des 75 ans et plus).

Figure 7. Notoriétés du chikungunya, du vaccin et de l'alerte de sécurité sur le vaccin (diagramme de Venn, ICOVAC5, N=4015)

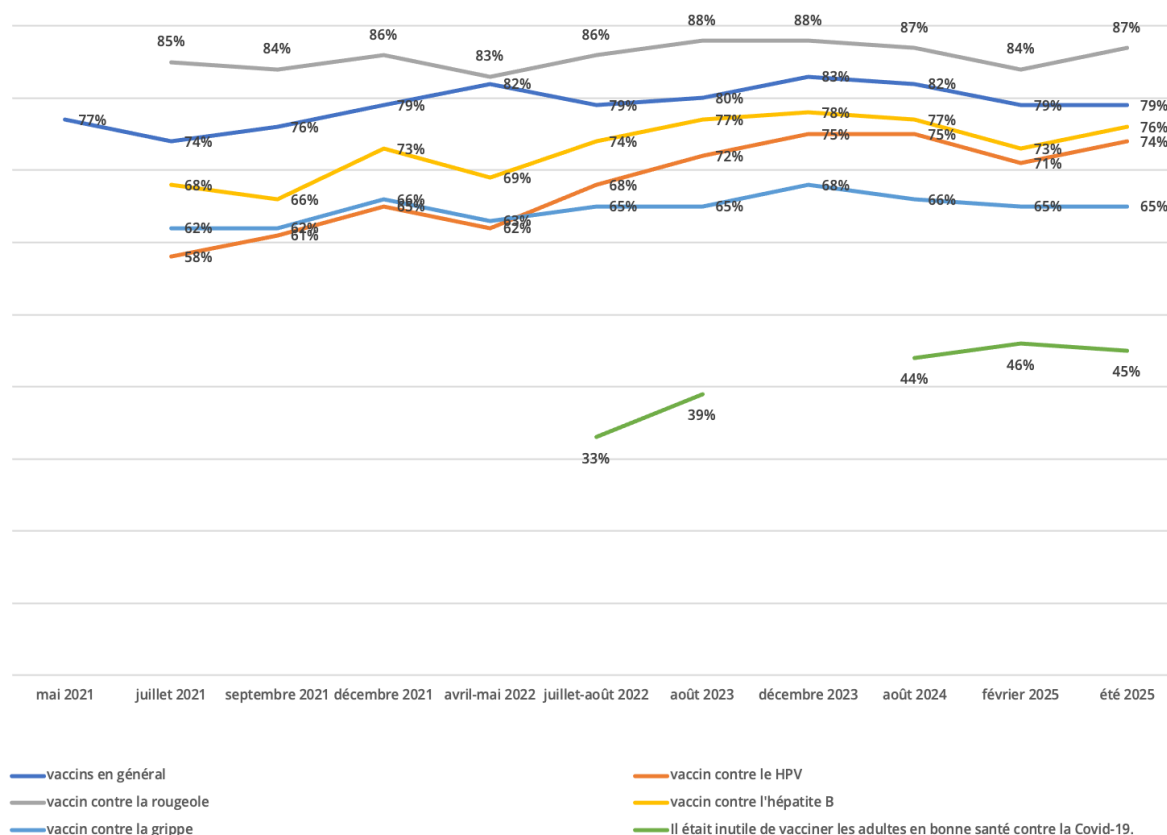


Suivi des opinions sur les vaccins

Depuis 2021, nous avons coordonné onze enquêtes contenant une même série de questions sur les vaccins et réalisées selon la même méthodologie (enquêtes Covireivac, Slavaco et Icovac, 2000 à 4000 enquêté-es par vague). Dans chaque enquête, il était demandé aux répondants dans quelle mesure ils étaient favorables ou non aux vaccins en général et aux vaccins contre la rougeole, contre la grippe, contre l'hépatite B et contre les HPV. Dans cette note nous suivons aussi les opinions sur l'assertion « *il était inutile de vacciner les adultes en bonne santé* » contre la Covid-19 en 2021-2022, car l'expérience de cette vaccination a pu durablement impacter les attitudes vaccinales. Ces opinions ont été mesurées cinq fois depuis l'été 2022.

La Figure 8 détaille l'évolution des réponses recueillies. Les réponses « *très favorable* » et « *plutôt favorable* » ont été regroupées (de même que les réponses « *tout à fait d'accord* » et « *plutôt d'accord* » pour l'item sur la Covid-19). A l'été 2025, les opinions proposées sont stables, celles qui avaient perdu quelques points en février les regagnant lors de cette vague : le vaccin contre la rougeole reste le vaccin préféré des Français.es (87 % d'opinions favorables), tandis que celui contre la grippe ferme la marche (65 %). De même, s'agissant de la proportion de Français.es jugeant rétrospectivement qu'il était inutile de vacciner les adultes en bonne santé contre la Covid-19, après avoir augmenté en 2022-2024 de 33 % à 44 %, elle semble se stabiliser à 45 %.

Figure 8. Opinions favorables aux vaccins en général et à différents vaccins, opinions sur la vaccination contre la Covid-19 en 2021-2022 (enquêtes COVIREIVAC, SLAVACO & ICOVAC, printemps 2021-été 2025, N=27 332)



Le projet ICOVAC (Impact de la COVID-19 sur la vaccination en France, ANRS 0344 ICOVAC-France / CAPNET) poursuit deux objectifs principaux : continuer à suivre et à documenter dans les prochaines années les enjeux vaccinaux autour de la Covid-19 ; étudier l'impact de cette crise sur les débats, les attitudes et les comportements à l'égard de la vaccination en général et d'autres vaccins existants ou à venir. Ce projet se déploie le long de quatre axes. Le premier axe réinvestit les enjeux vaccinaux contemporains en population générale. Le second est consacré aux mobilisations collectives et aux débats publics autour de ces enjeux, tandis que le troisième se focalise sur les professionnels de santé. Enfin, le quatrième axe réunit les actions qui visent à structurer la recherche en Sciences Humaines et Sociales (SHS) sur les enjeux vaccinaux : la création et l'animation du réseau shs&vaccination s'inscrivent dans cet axe.

Ce projet a été labellisé Priorité Nationale de Recherche par le Comité ad-hoc de pilotage national des essais thérapeutiques et autres recherches sur le COVID-19 (CAPNET).

Les auteurs remercient l'ANRS | Maladies infectieuses émergentes, le ministère de la Santé et de la Prévention et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation pour leur financement et leur soutien.

Pour nous contacter

jeremy.ward@inserm.fr
patrick.peretti-watel@inserm.fr
pierre.verger@inserm.fr



Impact de la
COVID-19 sur
la vaccination
en France

Enquête ICOVAC Vague 5

Les Français.es et la vaccination en 2025 : obligations vaccinales, ARN messenger et « anti-vaccins »

ORS PACA - Novembre 2025
Faculté des Sciences Médicales et Paramédicales
27 Boulevard Jean Moulin,
13385 Marseille Cedex 5

Tél. 04 91 32 48 00 | Courriel : accueil@orspaca.org

www.orspaca.org